



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ n° 2026/038 : Portant prolongation de l'arrêté n°2026/010 du 09 janvier 2026 relatif à la fermeture provisoire du terrain de sport de Danton.

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2212-2,

Vu l'article R610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté n° 2024/352 du 9 octobre 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Franck-Eric MOREL, Conseiller Municipal délégué, notamment en matière d'espaces publics, de circulation et stationnement et de transports en commun,

Vu l'arrêté du Maire n°2026/010 du 9 janvier 2026 portant sur la fermeture provisoire du terrain de sport de Danton,

Considérant qu'il appartient au Maire de conserver et d'administrer les propriétés de la Commune et de faire, en conséquence, tout acte conservatoire de ses droits,

Considérant les constatations des services municipaux sur la structure du terrain de sport de Danton, sis 145 Grande Rue,

Considérant que le terrain présente un risque pour la sécurité des personnes le fréquentant pour les activités sportives,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques dans sa Commune,

ARRÊTE :

ARTICLE 1.

Le terrain de sport de Danton, sis 145 Grande Rue, sera fermé du mardi 03 février 2026 au lundi 2 mars 2026 inclus.

ARTICLE 2.

Toute infraction au présent arrêté est passible de sanction prévue par le Code pénal.

ARTICLE 3.

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sèvres,
Madame le Commissaire de Police,
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sèvres, le 29 janvier 2026.

NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Pour le Maire et par délégation,



Franck-Eric MOREL

Le Conseiller Municipal délégué aux espaces publics à la circulation et stationnement et aux transports en commun, quartier Cristallerie - Cent Gardes.